



## **ARCEP - CONSULTATION PUBLIQUE DU 12 JANVIER AU 13 FEVRIER 2023**

### **SYNTHESE DES TRAVAUX SUR LES MODALITES TARIFAIRES DES RACCORDEMENTS FINALS DES RESEAUX EN FIBRE OPTIQUE JUSQU'A L'ABONNE**

#### **Réponse du SIPPEREC – 13 février 2023**

##### **Préambule**

Entre décembre 2020 et mars 2021, l'ARCEP a mené une consultation publique sur la réalisation de tous les raccordements finals et a reçu 38 contributions - dont celle du SIPPEREC le 4 mars 2021. Elle propose cette nouvelle consultation publique sur la base du rapport de « synthèse des travaux sur les modalités tarifaires des raccordements finals des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné » publié le 12 janvier 2023 et accompagné du fichier Excel « Modèle technico-économique du coût de construction des raccordements finals ».

Les attentes du SIPPEREC concernant la régulation de l'ARCEP sur le raccordement final ont été exprimées publiquement à plusieurs reprises :

- Réponse à la consultation publique concernant la réalisation des raccordements finals FTTH sur tout le territoire du 4 mars 2021 ;
- Réponse à la consultation publique concernant le projet de plan de fermeture du réseau de boucle locale cuivre d'Orange du 4 avril 2022 ;
- Réponse à la consultation publique concernant le bilan du cycle en cours et les perspectives pour le prochain cycle d'analyse des marchés du 28 septembre 2022.

Le SIPPEREC a considéré qu'il était urgent que l'ARCEP se positionne sur les conditions économiques et financières de la réalisation des raccordements finals et les pratiques de tarification (incluant un certain niveau de péréquation) sur les 5 axes suivants :

- La qualité de la réalisation des raccordements finals ;
- Les conditions économiques et financières de la réalisation des raccordements finals dits « standards » ;
- Les raccordements finals hors cas « standards » ;
- Les pratiques de tarification de manière générale ;
- La tarification des raccordements en zone d'initiative publique en particulier.

Il est notamment attendu de l'ARCEP un positionnement clair sur les problématiques suivantes :

- Les règles de réalisation et de financement par l'OI du génie civil d'adduction des constructions neuves sur le domaine public ;
- Les règles de réalisation et de financement par Orange des travaux de réparation de son génie civil en domaine public, notamment sur le tronçon du raccordement final ;
- La faisabilité réelle par l'OI des « raccordements sur demande », en particulier en zone d'initiative privée des zones moins denses (zones AMII).

Enfin, le SIPPEREC regrette vivement que la présente consultation ne concerne que la zone moins dense. Une grande partie des communes du territoire du Syndicat se situe en ZTD (zone très dense) et aucune des solutions préconisées ici ne s'appliquerait à la ZTD, *a minima* dans les poches de basse densité.

Cette absence de référence aux poches de basse densité est d'autant plus surprenante que l'Autorité rappelait, dans sa dernière décision<sup>1</sup> précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique, les « *caractéristiques similaires des déploiements observées entre les zones moins denses et les poches de basse densité des zones très denses* » et estimait en conséquence « *justifié et proportionné, (...) que les mêmes conditions s'appliquent* ».

En outre, étant donné qu'aucune obligation de complétude ne pèse sur les opérateurs d'immeuble dans ces zones, les problématiques évoquées dans la synthèse soumise à consultation se posent tout autant dans les poches de haute densité des ZTD : raccordements complexes d'immeubles existants, prise en compte des immeubles neufs en l'absence d'OI désigné, etc.

Le SIPPEREC rappelle qu'il a alerté l'ARCEP à de très nombreuses reprises depuis plus de 10 ans sur la nécessité d'étendre la réglementation concernant l'obligation de complétude des déploiements aux ZTD, afin d'éviter que ne persistent durablement des « trous de couverture » FTTH. Cet enjeu est aujourd'hui d'autant plus essentiel dans la perspective de la prochaine fermeture du réseau cuivre.

### **Rappel sur les modalités de réalisation des raccordements finals**

L'ARCEP rappelle :

« On constate que le mode STOC est aujourd'hui privilégié par les opérateurs commerciaux d'envergure nationale (OCEN) »

« L'Autorité avait estimé, dans les motifs de la décision n° 2015-0776 en date du 2 juillet 2015, que la demande de réalisation d'un raccordement en mode STOC, sauf exception et sous réserve du strict respect des règles de l'art, peut être regardée comme raisonnable. »

« Les motifs de cette décision précisent par ailleurs que, y compris dans le cadre du mode STOC, l'opérateur d'infrastructure reste responsable du réseau déployé de bout en bout ».

Si l'ARCEP rappelle une nouvelle fois que « y compris dans le cadre du mode STOC, l'OI reste responsable du réseau déployé de bout en bout », le SIPPEREC souhaite une nouvelle fois insister sur le fait que c'est d'abord la mise en œuvre du mode STOC, ainsi que le non-respect des « règles de l'art » par les sous-traitants des OCEN, qui sont à l'origine des difficultés observées en matière d'exploitation des réseaux FttH situés sur son territoire.

L'enjeu de la qualité des raccordements finals reste au cœur des préoccupations des collectivités, qui ont déployé des réseaux FttH d'initiative publique, et qui veillent à s'assurer de la qualité du service public fourni, et donc de la pérennité des infrastructures établies, qui constituent des biens de retour de la collectivité destinés à perdurer plusieurs dizaines d'années, en particulier dans la perspective de la fermeture du réseau cuivre.

---

<sup>1</sup> Décision n° 2020-1432 de l'ARCEP en date du 8 décembre 2020

Dans ses réponses aux précédentes consultations, le SIPPEREC a largement alerté le Régulateur sur les difficultés occasionnées par la mise en œuvre du mode STOC, sur les dégradations des réseaux publics et l'exaspération grandissante de nombreux administrés et élus qu'elle génère.

Aujourd'hui, le SIPPEREC alerte notamment sur le fait que les surcoûts générés par le mode STOC (contrôle renforcé par l'OI, vieillissement accéléré des réseaux, maintenance curative et remise en état du réseau) ne peuvent être couverts par les tarifs actuels.

De plus, le SIPPEREC tient à rappeler qu'il est inenvisageable que les collectivités, qui ont déjà largement contribué financièrement à l'établissement de réseaux publics FttH, se voient de nouveau mises à contribution, pour une situation qu'elles subissent et dénoncent depuis trop longtemps.

Lors des réponses aux consultations de l'ARCEP concernant « la réalisation des raccordements finals FTTH sur tout le territoire » (4 mars 2021) et « l'accès fixe à haut et très haut débit » (28 septembre 2022), le SIPPEREC rappelait :

- « Que les surcoûts générés par ce mode de commercialisation des réseaux FttH, tant du fait du contrôle renforcé qu'il implique, que du vieillissement accéléré des réseaux qu'il entraîne, ne peuvent être couverts par les tarifs actuels. »
- « Ces surcoûts doivent être supportés par les opérateurs commerciaux qui sont seuls responsables de cette organisation du mode STOC, bien souvent au travers d'une sous-traitance en cascade et dans un modèle économique qui ne garantit pas la qualité du raccordement, ni la plupart du temps la sécurité des intervenants. »
- « Même si l'ARCEP pointe la responsabilité de l'OI seul responsable au final des interventions sur son réseau, ou celui confié par la collectivité, ce sont très clairement les OCEN qui sont à la manœuvre et imposent ce modèle au regard du rapport de force commercial. »

Le SIPPEREC avait indiqué être en outre régulièrement interpellé par les élus des communes de son territoire situées en zone AMII et ZTD. Ceux-ci ont pris sans attendre un certain nombre d'initiatives, pour certaines radicales et largement médiatisées : adoption d'arrêtés municipaux et de mesures visant à sécuriser les armoires de rue et à obliger les sous-traitants des OCEN à se déclarer en mairie avant toute intervention, réalisation d'une enquête municipale pour identifier les incidents, interpellation de l'ARCEP, dépôt de plainte à l'encontre des intervenants.

Par ailleurs, le SIPPEREC demande :

- De pouvoir interdire temporairement l'accès au mode STOC à un OC dès lors que les conditions de son intervention ne garantissent pas un minimum de qualité et de sécurité, à commencer par la signature et le respect du contrat STOC dans sa dernière version ;
- De réserver à la seule intervention de l'OI les opérations de churn commercial, de maintenance des raccordements et la réalisation des raccordements complexes ou longs ;
- De pouvoir arrêter le mode STOC après une première phase de commercialisation suffisante et laisser l'OI réaliser les raccordements suivants, notamment dans la **perspective de l'extinction du cuivre et du raccordement des derniers sites restants**.

Enfin, le SIPPEREC soutient pleinement la « proposition de loi à visée coercitive pour contraindre les opérateurs commerciaux et leurs sous-traitants à garantir la qualité des raccordements réalisés jusqu'à l'abonné tout en évitant les dégradations quotidiennes constatées sur les équipements de réseaux optiques » déposée le 19 juillet 2022 par le sénateur Patrick CHAIZE.

**Réaliser tous les raccordements finals : Permettre la réalisation des raccordements « non-standards » en mode OI au cas par cas**

**L'ARCEP distingue les raccordements « longs » et les raccordements « complexes »**, « qui regroupent l'ensemble des cas où les infrastructures de génie civil sur le domaine public sont indisponibles (fourreau bouché, cassé, ou inexistant ; poteau cassé ou inexistant). »

L'ARCEP indique :

*« Les opérateurs commerciaux qui interviennent en mode STOC peuvent rencontrer des échecs de raccordement qu'ils ne sont pas en mesure de résoudre ou être confrontés à des typologies de raccordements qu'ils ne sont pas en mesure de réaliser car ils présentent des difficultés particulières. »*

***« Dès lors, afin d'assurer que tous les raccordements puissent effectivement être réalisés, il semblerait souhaitable que l'opérateur d'infrastructure permette aux opérateurs commerciaux de recourir à la réalisation d'un raccordement en mode OI au cas par cas, raccordement par raccordement. »***

*« Il semblerait souhaitable que cette possibilité de recourir au mode OI soit offerte au moment de la commande d'accès mais également après un échec de raccordement. »*

***« Les OI pourraient prévoir des offres intermédiaires auxquelles l'OC peut souscrire - au moment de la commande d'accès ou après un échec de raccordement - permettant que :***

- *L'OI réalise lui-même le génie-civil manquant et/ou une partie du raccordement long afin de réduire le raccordement à une longueur permettant de réaliser le raccordement avec le matériel standard des techniciens raccordeurs (notamment un unique touret de câble) ;*
- *L'OC finalise ensuite le raccordement en mode STOC en utilisant les infrastructures (génie-civil, longueur de câble) réalisées par l'OI. »*

Tout d'abord, le SIPPEREC regrette que l'ARCEP n'ait pas pris en compte ses demandes d'autoriser l'OI à limiter voire à suspendre le mode STOC, dans le cadre d'expérimentation, alors même que la situation de dégradation des réseaux l'exigeait, au motif avancé que les OCEN y seraient opposés et que certains réseaux FttH seraient des réseaux que l'Autorité qualifie d'« atypiques ».

Le Syndicat réitère également sa demande qui, a minima, consisterait à imposer le mode OI à l'ensemble des OCEN, pour les opérations de churn commercial, de maintenance des raccordements et la réalisation des raccordements complexes ; ce qui serait à même de limiter les risques en matière de déconnexions, de dégradations d'armoires de rue, ou de formation de nouveaux « plats de nouilles ».

En revanche, le SIPPEREC soutient la proposition de l'ARCEP de permettre à l'OC de recourir au mode OI pour des raccordements présentant des difficultés particulières, qui semble de nature à permettre d'éviter les échecs de raccordements à répétition et les annulations, ou résiliation, de commandes intempestives de la part des opérateurs.

Cela nécessitera un échange plus étroit entre les OCEN et les OI, et notamment :

- Pour l'OI de donner l'information sur l'existence de raccordements longs dans le fichier IPE et faire que l'information soit traitée par l'OCEN dès la prise de commande et avant toute transmission à une entreprise sous-traitante ;

- Pour les sous-traitants de l'OCEN de réaliser le bon diagnostic et de renseigner dans le SI les causes réelles de l'échec raccordement rencontrées sur le terrain, ce qui n'est pas ou mal fait dans la plupart des cas aujourd'hui.

Concernant la qualité des informations remontées dans le fichier IPE, il pourrait être utile en prévision de la fermeture commerciale du cuivre de reprendre la proposition suivante de l'Avicca :

- Mise en place d'un processus pour signaler les adresses manquantes dans l'IPE avec délais de réponse obligatoire de l'OI (processus adresse) ;
- Mise en place d'un process pour signaler les logements qui ont été déclarés raccordables dans l'IPE, mais qui ont changé de statut en non raccordables, à la suite d'un échec de raccordement quelle qu'en soit la raison technique (processus échec de raccordement) ;
- Mise en place d'un process pour que les locaux raccordables sur autorisation puissent aisément être rendus raccordables après communication par l'intéressé de ladite autorisation (processus autorisation en suspens) ».

### **Réaliser tous les raccordements finals : Responsabilité de la réalisation des infrastructures d'accueil manquantes pour les raccordements finals en domaine public en dehors des zones très denses**

- **Responsabilités**

L'ARCEP réaffirme clairement que c'est à l'OI de construire les infrastructures manquantes sur le domaine public sur le raccordement final :

*« Il appartient à l'opérateur d'infrastructure, sauf difficultés exceptionnelles de construction, de procéder, aux constructions de génie civil manquantes sur le domaine public, y compris sur le segment du raccordement final du PBO jusqu'à la limite de domaine privé ».*

Concernant les fourreaux cassés d'Orange, l'ARCEP renvoie vers la responsabilité d'Orange :

*« Dans les zones où Orange est le propriétaire ou le gestionnaire des infrastructures de génie-civil, ce dernier a l'obligation de fournir des processus de désaturation et de rénovation de ces infrastructures... et de permettre la mise en œuvre de ces opérations par les opérateurs d'infrastructure tiers s'ils en font la demande. »*

Le SIPPEREC estime qu'il est en effet utile que le Régulateur rappelle ces deux principes.

Concernant les constructions neuves, l'ARCEP réaffirme que c'est à l'OI de déployer son réseau « au droit du terrain » :

*« ... les obligations du bénéficiaire de l'autorisation de construire s'étendent au droit du terrain pour la création du génie civil d'adduction aux réseaux de télécommunications, en tant qu'équipement propre. Au titre de son obligation de complétude, l'opérateur d'infrastructure est alors responsable de la fourniture des infrastructures d'accueil du raccordement final en domaine public, jusqu'à l'intérieur de la zone formée par le droit du terrain, pour permettre le branchement des équipements propres à ces infrastructures d'accueil ».*

Le SIPPEREC estime qu'il est urgent que l'ARCEP précise la délimitation du « **droit du terrain** » au regard des caractéristiques des réseaux FTTH. Cette notion a déjà fait l'objet d'une abondante jurisprudence concernant les réseaux d'eau ou d'électricité.

En effet, le Syndicat considère qu'il incombe aux OI de mettre en place un process opérationnel concernant la réalisation des infrastructures d'accueil manquantes pour les raccordements finals en domaine public (adductions), pour le raccordement des constructions individuelles neuves.

En outre, Le SIPPEREC considère qu'il est également urgent que des règles de bonnes pratiques soient précisées s'agissant du génie-civil à créer sur le domaine public, pour le raccordement des immeubles neufs. A cet égard, le Syndicat relève que l'ARCEP avait annoncé<sup>2</sup> l'élaboration d'un processus commun permettant de prévenir et résoudre les échecs au raccordement en partie privative, notamment s'agissant des démarches à engager par le propriétaire et les opérateurs pour la réparation ou la création d'un fourreau d'adduction, ainsi qu'un guide à l'attention des particuliers, qui pourraient utilement intégrer ces règles en domaine public.

- **Prise en compte des coûts encourus dans les tarifs**

Selon l'ARCEP :

*« Les coûts encourus par l'opérateur d'infrastructure pour la **réparation ou la création** des infrastructures d'accueil du raccordement final pourront être pris en compte pour la construction des tarifs d'accès au réseau FttH... »*

*« Sur le plan des principes, l'Arcep estime que le fait que certains opérateurs d'infrastructure recouvrent des coûts de création ou de réparation des infrastructures d'accueil des raccordements finals dans les tarifs du segment PM-PBO pourrait être regardé comme raisonnable. »*

*« ... toute éventuelle évolution des tarifs récurrents du segment PM-PBO devra être analysée au cas par cas... Le cas échéant, les opérateurs s'y estimant fondés sont invités en premier lieu à dialoguer avec leurs délégués... »*

Le SIPPEREC partage cette analyse de l'ARCEP selon laquelle que les coûts, ainsi encourus par l'OI, devront être répercutés dans les conditions tarifaires d'accès à la fibre optique applicables aux opérateurs commerciaux (OC), tant en zones très denses qu'en zones moins denses, conformément aux principes fixés par l'article 3 de la décision n° 2009-11064 en date du 22 décembre 2009 et repris par l'article 9 de la décision n° 2010-13125 en date du 14 décembre 2010, selon lesquels « *les conditions tarifaires de l'accès au point de mutualisation doivent correspondre à une prise en charge d'une part équitable des coûts d'installation des lignes et des ressources associées.*»

Etant précisé, comme le souligne l'ARCEP, que, dans les zones où Orange est le propriétaire ou le gestionnaire des infrastructures d'accueil, ce dernier a l'obligation de fournir des processus de rénovation desdites infrastructures.

### **Réaliser des raccordements finals de qualité**

L'ARCEP rappelle à très juste titre que :

*« Les réseaux FttH ont vocation à devenir la nouvelle infrastructure de référence en France. »*

---

<sup>2</sup> Point d'étape et plan d'action sur les travaux relatifs à la qualité de l'exploitation des réseaux en fibre optique et aux raccordements finals - 25 novembre 2021

- **Les actions en cours sur la qualité de l'exploitation**

Malheureusement, l'ARCEP note :

*« Dans un contexte de forte croissance des déploiements et des abonnements, élus, opérateurs et utilisateurs alertent régulièrement sur les difficultés constatées sur les réseaux FttH : utilisateurs débranchés au profit d'un nouvel abonné, dégradation des armoires de rue, déconnexions temporaires, raccordements mal construits... »*

L'ARCEP rappelle ses actions pour améliorer la qualité des déploiements :

- Le groupe de travail qui se réunit depuis 2019 ;
- La feuille de route de mars 2020 : « mise en place par les opérateurs de nouveaux moyens de contrôles des interventions et de nouveaux contrats plus contraignants pour les opérateurs commerciaux permettant de sanctionner les opérateurs responsables de dégradations ou de malfaçons sur les réseaux » ;
- Le plan d'actions complémentaires publié en novembre 2021 : « renforcement du contrôle des interventions, renforcement de la formation des intervenants et limitation des rangs de sous-traitance, et remise en conformité des infrastructures ») ;
- Et le plan transmis par les opérateurs (Infranum) au ministre en septembre 2022 : « mise en place d'une labellisation des entreprises/intervenants, renforcement des contrôles à chaud par la transmission des plannings d'intervention, mise en place de plans de reprise des infrastructures dégradées et atypiques. »

Le SIPPEREC regrette que les mesures visant à améliorer la qualité des raccordements n'aient pas montré d'efficacité notable à ce jour et aient été systématiquement retardées dans leur mise en œuvre et soumises au calendrier imposé par les opérateurs ; qu'il s'agisse des nouvelles versions de contrats STOC v2, de la mise en œuvre des moyens de contrôle de la qualité des raccordements (CRI asynchrones, E-intervention, etc.) ou des modalités de financements des reprises de malfaçons.

Le Syndicat regrette également que, depuis plus de 2 ans, le Régulateur n'ait pas tenu compte des préoccupations des collectivités concernant la prise en compte de l'urgence sur les modalités de mise en œuvre du mode STOC. En outre, ni l'application du contrat STOC V2, ni la question de prise en charge des coûts de dégradation par les OCEN et la reprise des malfaçons, ne sont évoquées dans l'analyse.

En effet, concernant les plans de reprises des infrastructures dégradées, le SIPPEREC s'inquiète du respect partiel du contrat STOC v2, voire de l'absence de signature par certains OCEN, ce qui entraîne de nouveau des dégradations sur des réseaux tout juste remis en état.

Le SIPPEREC demande que l'ARCEP impose la signature, ainsi qu'une application stricte des contrats STOC v2 par tous les OCEN, mais également une accélération des travaux inter-opérateurs prévus dans le plan d'actions complémentaires publié par l'Arcep en novembre 2021, concernant la généralisation des CRI photos, et d'e-intervention (lots 1 et 2).



- **L'enjeu de la rémunération**

L'ARCEP souligne « l'existence d'un enjeu de rémunération à toutes les étapes de la chaîne de sous-traitance, en particulier sur le niveau de rémunération des techniciens intervenants sur le terrain. »  
Ainsi que « une rémunération du technicien (par les opérateurs commerciaux) qui lui permette de réaliser des interventions en sécurité et dans les règles de l'art. »

Le SIPPEREC estime que le sujet du partage de la valeur et de la rémunération des raccordements est central dans la résolution du problème de qualité des raccordements. Il faudra donc étudier les écarts entre le montant de la prestation de raccordement payée par l'OI à l'OC pour réaliser le raccordement, et le paiement perçu par le sous-traitant venant en « ixième » rang de sous-traitance pour sa prestation sur le terrain...

Le SIPPEREC salue la prise en compte par le Régulateur de la responsabilité des OCEN, et de la nécessité d'une rémunération permettant aux installateurs de réaliser des raccordements de qualité, en intervenant en sécurité et dans les règles de l'art.

Mais le Syndicat note également que l'ARCEP ne fait que reprendre laconiquement le souhait d'une plus juste rémunération « à toutes les étapes de la chaîne de sous-traitance », sans plus de précision, sans mesure de **régulation et de contrôle** pour s'en assurer, ni recommandation ou décision, ce qui laisse malheureusement présager la persistance des pratiques actuelles en matière de dégradation des réseaux.

En outre, l'ARCEP indique que son modèle de coût présenté lors de la précédente consultation n'a pas fait l'objet d'une remise en cause du modèle lors de la précédente consultation : « L'Autorité considère donc comme une référence pertinente le modèle annexé au présent document dont résultent les valeurs suivantes, établies en 2019. »

L'ARCEP valide donc le modèle Excel transmis dans la consultation publique de 2021 dans son intégralité. Le SIPPEREC rappelle toutefois qu'il a déjà émis des réserves, lors des précédentes consultations, quant au modèle présenté, notamment s'agissant de la répartition des coûts pris en compte au regard des remontées du terrain.

## **Conclusion**

Cette synthèse apparaît incomplète au regard des nombreux sujets développés par les collectivités lors de la consultation publique de 2021. Notamment, elle ne fait pas la synthèse des nombreuses préoccupations remontées sur le mode STOC.

Les avancées restent partielles sur des sujets pourtant majeurs, alors que les travaux ont débuté depuis plus de 2 ans : obtention partielle des plannings d'intervention des OC, signature partielle par les OC des contrats STOC v2, projet de formation des intervenants sur le raccordement...

Il n'est en revanche toujours pas possible pour la collectivité et l'OI de contrôler en temps réel la qualité de l'intervention des sous-traitants des OC lors de la réalisation du raccordement final.



Ce rythme d'avancement laisse présager des perspectives lointaines d'aboutissement de ces nombreux chantiers, certainement après la vague des raccordements, en 2025, alors qu'il ne restera plus que 25 % des utilisateurs finaux à raccorder. Il est donc urgent que les acteurs de la filière, notamment les OCEN et leur chaîne de sous-traitance, mettent enfin en œuvre les moyens annoncés pour améliorer la qualité du raccordement en mode STOC.

En outre, les collectivités ne disposent pas pour leur territoire des informations produites par les OCEN, telles que les taux de panne (« taux de SAV ») signalés à leur OI et les PM concernés. Les collectivités doivent pouvoir accéder à ces éléments sur leur territoire, que ce soit en zone RIP, AMEL, AMII ou ZTD.

La synthèse apporte toutefois un éclaircissement utile pour les collectivités sur certains sujets actuels de discussion avec les délégataires, concernant :

- La réalisation des infrastructures d'accueil manquantes pour les raccordements finals en domaine public ;
- L'obligation pour Orange de fournir des processus de désaturation et de rénovation de ses infrastructures sur le raccordement final (et pour les OI de les activer) ;
- Pour les constructions neuves, la responsabilité pour l'OI de la fourniture des infrastructures d'accueil du raccordement final en domaine public, jusqu'à l'intérieur de la zone formée par le **droit du terrain, dont les limites restent à définir au regard des caractéristiques des réseaux FTTH** ;
- L'indication que ces coûts pourront être pris en compte dans la construction des tarifs d'accès aux réseaux FTTH ;
- La validation du modèle de coûts fixant les tarifs de référence.

\*\*\*\*\*